



CIRANO

*Allier savoir et décision*

Dans « l'AVEC COVID-19 »,  
ce n'est pas tant la taille du  
déficit qui pose problème,  
mais ce à quoi il sert

(Partie 2/2)

HENRI-PAUL ROUSSEAU

2020PE-26

PERSPECTIVES / INSIGHTS  
Texte d'opinion / Opinion Piece

PE

*Un article de la catégorie Perspectives est un texte d'opinion court présentant une analyse éclairée et rigoureusement documentée. Les idées et les opinions émises dans cette publication sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires.*

ISSN 2563-7258 (version en ligne)

[29 Mai 2020]

## **Dans « l'AVEC COVID-19 », ce n'est pas tant la taille du déficit qui pose problème, mais ce à quoi il sert (Partie 2/2)<sup>1</sup>**

**HENRI-PAUL ROUSSEAU**

PROFESSEUR ASSOCIÉ, HEC MONTRÉAL

PROFESSEUR INVITÉ, ÉCOLE D'ÉCONOMIE DE PARIS

FELLOW INVITÉ, CIRANO

SENIOR FELLOW, INSTITUT C.D. HOWE

Les interventions de nos gouvernements pour soutenir les Canadiens pendant la pandémie ont généré des déficits colossaux (250G\$ au fédéral). Ces déficits sont légitimes, car on ne pouvait laisser sombrer dans la pauvreté des milliers de chômeurs et acculer à la faillite des centaines d'entreprises. Toutefois, nos gouvernements ne pourront abandonner ces programmes du jour au lendemain, et résorber leur déficit de sitôt, car la pandémie a fait des ravages qui dépassent largement sa durée.

Pensons aux milliers de chômeurs du transport aérien, de la restauration, du tourisme, du secteur pétrolier et gazier et de la culture et aux milliers d'autres qui ont été ou qui seront mis à pied définitivement parce que leur entreprise aura été emportée par la crise.

En quelques mois, la pénurie de main-d'œuvre s'est transformée en surplus de main d'œuvre, par l'afflux de chômeurs issus des entreprises malades de la COVID-19. Tous ces chômeurs et toutes ces entreprises appelleront à nouveau à l'aide et exerceront une énorme pression sur le Gouvernement fédéral. Aussi la tentation sera-t-elle grande pour ce dernier d'adopter une approche de court terme de relance de l'économie en saupoudrant son aide par secteur économique. Sans nier que certaines entreprises auront effectivement besoin d'être « sauvées », le gouvernement devrait plutôt privilégier une approche de long terme, axée sur une vision d'avenir de l'ensemble de l'économie canadienne.

Une telle vision se déclinerait dans des politiques économiques nouvelles, qui transformeraient les programmes de soutien en programmes d'investissements, pour inscrire le Canada dans les grandes tendances qui émergent des économies modernes.

L'objectif premier est d'outiller le pays pour qu'il tire son épingle du jeu dans ce Nouveau Monde. Ces grandes tendances sont celles de la numérisation et de la robotisation des processus de production et de distribution, de la traçabilité des produits, de la transition écologique vers des énergies propres et de la prise en compte des risques extrêmes.

---

<sup>1</sup> Cet article fait suite à une première partie : « Dans "l'AVEC COVID-19", mieux vaut investir que soutenir », Henri-Paul Rousseau, 2020, Perspectives 2020PE-20, CIRANO. En ligne : <https://www.cirano.qc.ca/fr/sommaires/2020PE-20>.

**Une telle vision se déclinerait dans des politiques économiques nouvelles, qui transformeraient les programmes de soutien en programmes d'investissements, pour inscrire le Canada dans les grandes tendances qui émergent des économies modernes. Quelques exemples de ces politiques économiques :**

- 1. Une audacieuse politique nationale du capital humain et scientifique**
- 2. Une véritable politique de la transition numérique**
- 3. Une grande politique d'amélioration des infrastructures afin d'accélérer la transition écologique**

Voici quelques exemples de politiques économiques s'inspirant de cette vision.

### **1- Une audacieuse politique nationale du capital humain et scientifique**

Cette politique aurait pour objectif d'améliorer les qualifications, les habiletés et les compétences de la main d'œuvre et d'accroître le capital scientifique et technologique du pays. Le Gouvernement fédéral doit investir massivement, avec les provinces et le secteur privé, dans des programmes de formation et de recyclage de la main d'œuvre en s'inspirant des meilleures pratiques canadiennes et étrangères. Une telle initiative mettrait à contribution nos collègues et nos universités que la pandémie a amenés à développer l'offre de cours en ligne, mais qui ont besoin de ressources financières additionnelles pour mieux s'outiller mais aussi pour attirer et maintenir en place les meilleurs talents. La formation de la main d'œuvre et l'éducation sont de juridiction provinciale mais cette crise donne l'occasion aux gouvernements d'unir leurs efforts pour aider les travailleurs que la crise force à recycler et pour accompagner tous les travailleurs dans la transition numérique et dans l'automatisation de nos industries. Cette politique nous doterait enfin d'un cadre pérenne de la formation de la main d'œuvre tout en facilitant, à terme, l'intégration des immigrants.

### **2- Une véritable politique de la transition numérique**

La numérisation des transports, de la logistique, des ports et des aéroports est essentielle pour que nos manufacturiers, nos artisans, nos agriculteurs et nos détaillants puissent pallier aux ruptures de la chaîne d'approvisionnement et ainsi conserver voire accroître leur position dans les échanges commerciaux. La numérisation assure la traçabilité et la sécurité des biens et des marchandises que réclament les consommateurs et les entreprises d'aujourd'hui. Quels que soient les outils de cette politique de la transition numérique – la dépréciation fiscale accélérée, les crédits d'impôt ou les subventions – le gouvernement doit les orienter de façon à accroître la numérisation de nos entreprises.

Le gouvernement fédéral doit lui aussi, tout comme ceux des provinces, basculer vers le numérique et, dans la foulée, en profiter pour renforcer le rôle et la place des joueurs canadiens du numérique et de l'intelligence artificielle. Chaque secteur industriel et

commercial devrait établir avec les gouvernements un plan pour renforcer son écosystème afin de réussir sa transition vers le numérique et cela en cohérence avec la politique du capital humain mentionnée plus haut.

### **3- Une grande politique d'amélioration des infrastructures afin d'accélérer la transition écologique**

Cette politique permettrait de favoriser une transition écologique réussie pour la production et la distribution de l'énergie et pour le transport des personnes et des marchandises. Le défi actuel de nos gouvernements et des principaux acteurs socio-économiques, incluant les leaders du mouvement écologique, est double : d'abord obtenir un consensus sur un cheminement critique vers la transition énergétique et ensuite y inclure toutes les régions du Canada. En effet, la transition écologique conduira à un abandon progressif des énergies fossiles et les régions productives de ces énergies accuseront le choc de la baisse de valeur de leurs actifs pétroliers et gaziers, ces « actifs échoués », de surcroît dépréciés par la crise sanitaire actuelle. Ces régions auront besoin d'aide et les régions productrices d'énergies propres devront être prêtes à les soutenir dans cette transition. Il faudra oser des projets audacieux comme la création d'une société hydro-électrique de l'est du Canada, réunissant le Québec, les provinces de l'Atlantique et le Gouvernement fédéral pour renforcer la production d'électricité propre et ouvrir le marché pancanadien à cette énergie. Il faudra remettre à l'ordre du jour les projets écologiques de transport collectif comme un train à haute vitesse dans le corridor Québec-Windsor. C'est le temps des infrastructures vertes et intelligentes.

Ces quelques politiques de long terme, décrites plus en détail dans un Rapport Bourgogne publié au CIRANO (Rousseau, 2020) exigeront des investissements de plusieurs milliards de dollars reportant de quelques années le retour à l'équilibre budgétaire. Mais au moins ce déficit servira-t-il à améliorer le capital humain, scientifique, numérique et écologique de notre société, tout en relançant l'activité économique plutôt que de simplement la soutenir. Elles exigeront aussi une très grande concertation de nos gouvernements et des acteurs socio-économiques, qui doit être orchestrée lors de sommets sectoriels et régionaux qui, tour à tour, préciseront les priorités et enrichiront le carnet de projets. Un tel exercice est certes ambitieux mais pas plus que les grands sommets du G20 ou les multiples sommets a tenus avec succès par le passé. Cet exercice est surtout à la hauteur des défis qui sont les nôtres. Nul ne connaît l'avenir mais cette approche passera à l'histoire comme une « SAGE » décision de notre gouvernement si le scénario du pire s'avère.

---

## **RÉFÉRENCE**

Rousseau, Henri-Paul, 2020, « COVID-19 – Idées de politiques économiques de gestion et de sortie de crise pour le Québec et le Canada », Rapport Bourgogne 2020RB-01, CIRANO. En ligne : <https://www.cirano.qc.ca/fr/sommaires/2020RB-01>.